Bien produire pour bien manger et pour bien vivre

27 avril 2024

« Un·e paysan·ne sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté »

Alors qu'un·e paysan·ne sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté, la situation des travailleuses et travailleurs de la terre ne cesse de se dégrader en raison d'un solde de plus en plus déséquilibré entre des coûts de production à la hausse et des prix d'achat à la baisse des produits agricoles sortis des fermes.

Qui plus est, l'**accélération de la précarité** provoquée par la **baisse des salaires**, entraîne des contraintes : **un tiers des Français·es dit ne pas pouvoir prendre trois repas par jour** contre la moitié en 2016, voire dit avoir conscience de mal se nourrir. Comment peut-on tolérer une situation d'une telle violence ?

Les profits de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution explosent avec un taux de marge en progression de 28 points, passant de 20 % à 48 % entre 2021 et 2023 quand l'inflation sur les produits alimentaires est de 20 % sur la même période. Cet agrobusiness est prédateur du revenus des producteur·ices sur les dos des consommateur·ices et des salarié·es de ces entreprises. À titre d'exemple, les dividendes du PDG du premier groupe laitier mondial Lactalis, sixième fortune française, ont augmenté de 25 % entre 2022 et 2023 !Face à une mobilisation de terrain et d'ampleur totalement légitime, **le gouvernement a mis en pause le plan Ecophyto, répondant ainsi aux demandes de l'agrobusiness et à l'exécutif de la FNSEA**. C'est une très mauvaise nouvelle pour l'environnement, la biodiversité et pour les paysans·nes elles et eux-mêmes, les salarié·es et saisonnier·es qui sont les plus exposé·es aux maladies (cancer, Parkinson…) directement liées aux pesticides.

Cela n'améliorera pas non plus la qualité et la disponibilité de l'eau potable en raison des pollutions, alors que cette crise majeure s'impose à nous. Ce n'est à l'évidence pas ce type de mesures qui permettra une sortie de crise, et le monde agricole ne s'y est pas trompé, comme en témoigne l'accueil

catastrophique d'Emmanuel Macron au Salon de l'agriculture. Les citoyen·nes ne sont pas dupes non plus face à la collusion d'intérêts contre l'intérêt général en cours dans ce secteur si stratégique et structurant qu'est l'alimentation.

Ce système agroalimentaire mondialisé est une des causes principales du changement climatique et il est dévastateur sur le plan social.

Le libéralisme économique organise la production alimentaire internationale comme une compétition, qui n'a pas lieu d'être alors qu'un tiers de la nourriture produite est gaspillée. **Nous devons assurer une alimentation saine et choisie à l'ensemble de la population**, tandis que l'accélération de la précarité provoquée par la baisse des salaires entraine un tiers des Français·es à sauter un repas par jour.

Nous ne pourrons affronter ce défi sans la **garantie d'un revenu digne aux paysan·nes, ainsi qu'aux travailleuses et travailleurs agricoles**, de la transformation et de la distribution. Cela passe inévitablement par la **revalorisation des salaires,** pour garantir aux consommateur·ices une alimentation saine. N'oublions pas que l'on parle du besoin le plus élémentaire de l'humanité – se nourrir – et il en va de notre souveraineté alimentaire.

Nous devons d'urgence nous mobiliser ensemble, salarié·es, retraité·es, privé·es d'emploi, paysan·nes pour que l'agriculture et l'alimentation répondent aux besoins de la population, et non pas à ceux du marché et du capital.

La CGT et la Confédération paysanne s'accordent sur ces priorités :

- favoriser l'accès pour toutes et tous à une alimentation choisie, saine, locale et respectueuse de l'environnement par l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux ;
- augmenter les salaires des travailleuses et travailleurs agricoles, de la transformation et de la production ;
- encadrer les marges de la grande distribution et de l'industrie agroalimentaire pour équilibrer le partage de la valeur ajoutée dans l'ensemble des filières et/ou branches, imposer un prix minimum sur toutes les productions agricoles ;
- rompre avec le dogme libéral et sortir l'alimentation de l'OMC et des

traités de libre-échange ;

- conditionner l’entrée des produits agricoles sur les marchés français et européens à des critères sociaux et environnementaux par le renforcement des directives contre les pratiques commerciales déloyales et le « Green Deal » ;
- revoir la fiscalité agricole et la PAC, dans une logique de répartition et de soutien à des fermes nombreuses et à la création d’emplois agricoles pérennes plutôt qu’à des investissements à outrance concentrant les outils de production et les fermes ;
- maintenir des actions environnementales de haut niveau comme la réduction des phytosanitaires, la réimplantation des haies, les pratiques agroenvironnementales, par des normes adaptées pour préserver la biodiversité, l’eau, les sols et la santé des travailleur·ses et des populations ;
- faciliter l’installation de nouvelles et nouveaux paysan·nes pour atteindre l’objectif d’un million sous dix ans.